

Analyse économique

Épreuve 2010

Première partie :

A –répondre par vrai ou faux affirmations suivantes (0,25pt pour chaque bonne réponse et -0,25 pt pour toute mauvaise réponse, il faut juste reprendre le numéro de la question)

- 1- La propension marginale à consommer représente la part de la consommation dans le revenu.
- 2- Le consommateur est toujours rationnel.
- 3- L'effet cliquet est un effet de démonstration.
- 4- La consommation n'est fonction que du revenu disponible.
- 5- La comptabilité nationale a pour objectif d'étudier la situation financière du pays.
- 6- Le PNB est la valeur totale de la production finale de biens et de services des acteurs économiques d'un pays donné au cours d'une année donnée.
- 7- FBCF représente le financement brut de la consommation finale.
- 8- Les marxistes considèrent que propriété des moyens de production est repartit entre l'Etat et les particuliers.
- 9- Une mesure cardinale d'utilité est nécessaire pour tracer une courbe d'indifférence.
- 10- Le revenu permanent est une partie exceptionnelle du revenu de l'individu.

- 11- Le capital technique est constitué de biens de productions durables.
- 12- Quand l'utilité totale augmente, l'utilité marginale est positive et décroissante.
- 13- A l'équilibre la pente de la courbe d'indifférence est égale à la pente de la droite budgétaire.
- 14- Le coefficient budgétaire d'un poste de consommation est le rapport entre les revenus et la consommation du poste.
- 15- Un secteur institutionnel est un ensemble d'unîtes institutionnelles.
- 16- L'élasticité des prix pour un produit dépend de la volonté d'achat du consommateur.
- 17- Selon la théorie d'ENGELS quand le revenu augmente, la structure de consommation change.
- 18- Une demande élastique est une demande qui varie plus que la variation du prix.
- 19- L'élasticité de la demande d'un bien inférieur est rigide.
- 20- Pour F.MODIGLIANI, la consommation d'un individu dépend de ses ressources totales calculées sur sa vie entière et non pas de son revenu courant.

B—Résoudre les cas suivants

1- soit une entreprise dont la fonction de production est égale à $CT=Q^2/8+2$

Si le prix de marché est de 2dh, quelle est la quantité de production qui maximise son profit ?

2- Soit un consommateur dont la fonction d'utilité est la suivante : $UT(x, y)=12x^2+24y^2$

Il dispose d'un revenu de 2400 dh, sachant que les prix du bien x est de 30 dh et celui du bien y est de 60 dh, calculer la combinaison optimale qui maximise son utilité

DEUXIEME PARTIE :

Sujet

Dans quelle mesure l'insertion des pays en développement dans les échanges internationaux favorise-t-elle leur développement ?



CONCOURS D'ACCES A LA GRANDE
ECOLE DU GROUPE INSTITUT SUPERIEUR
DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES

EPREUVE DE L'ANALYSE
ECONOMIQUE

DUREE : 3 HEURES

JUIN 2011



Inscription.ma

Analyse économique

1/ Définir d'une manière claire et concise les concepts suivants : (5pts)

- La propension marginale à consommer
- La propension moyenne à consommer
- $\varepsilon \frac{C}{Y}$ (C : la consommation et Y : le revenu)
- Le revenu courant
- Le revenu permanent

2/ Résoudre le cas suivant : (4+5= 9pts)

Soit une économie représentée par les équations suivantes :

$$C = 0,85R + 150$$

$$I = 400$$

$$G = 200$$

A- L'Etat ne prélève pas d'impôt sur les ménages : (4pts)

- Déterminez le revenu d'équilibre et le montant de la consommation ?
- Pour atteindre le plein emploi, l'Etat pratique une politique budgétaire active, que vaut le multiplicateur ? Quel est le niveau du revenu si $\Delta G = 150$? Que vaut la consommation ?

B- L'Etat introduit l'impôt sur le revenu : $T = 0,15Y$ (5pts)

- Déterminez le revenu d'équilibre ?
- Calculez le montant des recettes fiscales ?
- I est désormais égal à 600, trouvez le nouveau revenu d'équilibre ? Commentez ?

3/ D'une manière générale, quelles sont les politiques économiques mises en place par les gouvernements pour faire face à la crise financière, économique et sociale qui s'est déclenchée en juillet 2007 ? (6pts)



**CONCOURS D'ACCES A LA GRANDE ECOLE DU
GROUPE INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET
D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
CENTRE DE CASABLANCA**

EPREUVE DE :

**Analyse Economique
Durée : 3 heures**

Samedi 02 JUIN 2012

DE 09h00 à 12h00

Sujet

« La crise financière économique et sociale balaie les économies européennes . Le texte en annexe , expose le cas de la Grèce »
(le journal français Les échos du 25-26 Mai 2012) .

Quelle est votre analyse ?

Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises
Route de Nouasseur-Km 9,5 – B.P :8114 casa – Oasis
Tél : 05.22.33.54.82/83/84/85 – Fax : 05.22.33.54.96
E-mail : iscae@iscae.ac.ma site : iscae.ac.ma

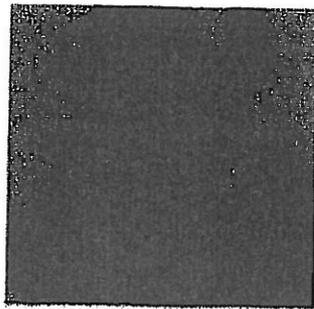
 **Inscription.ma**

« Drachmatisation »

Comparaison n'est pas raison. Mais il est frappant de voir combien l'enchaînement des événements qui se déroulent à Athènes ressemble à ce qui s'est passé il y a dix ans en Argentine. Une sorte d'inéluctable toboggan conduit la Grèce vers la sortie de l'euro comme l'Argentine a été poussée vers l'abandon de la parité fixée entre son peso et le dollar. De même que le pays sud-américain a été forcé à la « pesofication » (retour au peso avec dévaluation et défaut sur la dette), de même le pays sud-européen est menacé d'en venir à une « drachmatisation », jeu de mots compris. Les deux pays ont beaucoup de ressemblances : peu fiables, ils ont fait défaut maintes fois dans l'histoire, leur Etat est faible, leur classe politique aussi. Quelles leçons tirer de Buenos Aires ?

L'Argentine vit dans les années 1990, comme la Grèce dans les années 2000, au-dessus de ses moyens. Elle a l'illusion d'une prospérité ensoleillée et éternelle. Les gouvernements embauchent des fonctionnaires, les coûts salariaux grimpent, comme les prix. Les comptes internes (déficit public) et externes (balance extérieure) se dégradent. Le choc de la crise des « subprimés » va heurter la Grèce de plein fouet. L'Argentine est, elle, prise en tenaille par la hausse du dollar, la dévaluation du real brésilien (de 66 % !) et la baisse des prix des matières premières. Sa dette ne représente que 50 % du PIB (155 % en Grèce), mais, comme elle est beaucoup exprimée en dollars, les marchés commencent à douter de sa soutenabilité. Dès novembre 2000, les taux d'intérêt augmentent et on assiste à des premiers retraits dans les banques.

En décembre, le gouvernement présente un plan dit « bouclier », qui installe l'austérité et demande aux créanciers des aménagements de remboursement. La stratégie est de maintenir le PEG (le lien peso-dollar), mais de procéder à une « dévaluation interne » par baisse des salaires et des coûts pour regagner en compétitivité et en exportation ; c'est la stratégie actuellement adoptée (imposée) par les pays du Sud européen. En juillet, le gouvernement resserre la ceinture, baisse les retraites et les rémunérations des fonctionnaires de 13 %. Les syndicats de la fonction publique mobilisent.



LA CHRONIQUE
D'ERIC LE BOUCHER

Athènes est dans une situation bien pire que Buenos Aires il y a dix ans. L'Argentine a une industrie, c'est un grand pays agricole, mais que peut produire la Grèce ?

25 cents. Le PIB chute encore (- 5 %), le chômage passe de 18 % à 24 %. L'inflation grimpe à 40 % en 2002, les revenus réels des Argentins sont réduits... au tiers ! La croissance va revenir dès 2003, mais « ce n'est pas dû à la dévaluation, selon Domingo Cavallo. La clef est la remontée des cours des matières premières ».

Quelles leçons tirer ? L'austérité ne fonctionne pas lorsqu'un pays est dans une récession. Elle a toutes les chances de l'aggraver. La Grèce ne peut pas s'en sortir sans retrouver de la croissance. Mais comment ? Athènes est dans une situation bien pire que Buenos Aires. Sa dette est trois fois plus lourde en proportion du PIB. Une dévaluation ne peut fonctionner que si le pays dispose d'une capacité productive. Or, l'Argentine a une industrie, c'est un grand pays agricole, mais que peut produire la Grèce ? Sur quelle économie peut-elle repartir ?

D'où la double conclusion. Si les Grecs décident de quitter l'euro, leur chute de revenu sera très forte (de deux tiers pour les Argentins) et pour longtemps (à cause du manque de base productive). Ils devront effacer leur dette, aux frais de l'Europe. Mais, de l'autre côté, s'ils restent, l'Europe paiera aussi, elle devra maintenir le pays sous perfusion pour ranimer d'une façon ou d'une autre la croissance.

monnaie pour compenser la rigueur centrale. Les taux d'intérêt grimpent encore. Des élections provinciales sont un désastre pour le pouvoir. Le gouvernement arrache au FMI un chèque de 8 milliards de dollars et renégocie avec les créanciers privés. Le ministre des Finances, Domingo Cavallo, réussit l'exploit de sécuriser la moitié de la dette. Mais peine perdue. En décembre, devant la panique des épargnants, il doit bloquer les retraits des banques, l'économie s'assèche. Les manifestations contre l'austérité grossissent, on relèvera 31 morts. Une « rumeur » sur la réticence du FMI à poursuivre, met le feu aux poudres. Le gouvernement saute, quatre présidents se succèdent en dix jours.

Le président de la République par intérim, Edouardo Duhalde, doit annoncer l'abandon du PEG. L'Argentine sort de la zone dollar et sa monnaie flotte. Le peso, qui valait 1 dollar, tombe à

Analyse économique 2013

$$Y=C+G+I+(X-M)$$

Y : le produit intérieur brut

C : la consommation

G : la dépense publique

I : la formation brute du capital fixe

X-M : la balance commerciale

Le Jeudi 4 avril 2013, le gouvernement a décidé de réduire les dépenses d'investissement de 15 milliards de dirhams (ce qui représente $\frac{1}{4}$ des investissements prévus dans la cadre du budget de l'Etat en 2013).

Au sein d'une dissertation concise et structurée (4 pages maximum) et en vous appuyant sur l'équation ressources emplois mentionnée ci-dessus, vous analyserez l'impact économique d'une telle mesure.

ANALYSE ECONOMIQUE 2014

Question 1 : (10points)

Le triste bilan de l'austérité budgétaire

La zone euro était au cœur de la crise de la dette souveraine qui faisait peur au monde entier. Un rapide resserrement budgétaire fut jugé indispensable pour soulager les États en difficulté. Ce point de vue, en retour, convainquit ceux qui n'étaient pas encore soumis à la pression des marchés de procéder de façon préventive à un resserrement. Ce fut, entre autres, la position du gouvernement de coalition en place au Royaume-Uni. L'idée selon laquelle chaque pays risquait de façon imminente de glisser sur la même pente que la Grèce se répandit aussi aux États-Unis, notamment parmi les républicains. La bataille qui s'y livre actuellement autour de la «séquestration» (réduction automatique des dépenses budgétaires) procède, en partie, de cette inquiétude.

L'un des principaux et, de mon point de vue, des plus convaincants parmi ceux qui professent une position contraire est l'économiste belge Paul De Grauwe, qui enseigne aujourd'hui à la London School of Economics. Pour lui, les crises de la dette des pays de la zone euro sont la conséquence des erreurs de la Banque centrale européenne (BCE). Du fait que la BCE a refusé d'agir en tant que prêteur de dernier ressort auprès des États, ceux-ci ont souffert d'un risque de trésorerie – le coût de l'emprunt a augmenté parce que les acheteurs d'obligations n'étaient pas assurés de pouvoir les revendre facilement au moment de leur choix. C'est ce manque de confiance, et non l'insolvabilité, qui était le péril immédiat. Aujourd'hui, soutient DeGrauwe, la décision de principe prise par la BCE d'acheter la dette des États en difficulté au travers de ce que l'on appelle les rachats de titres de dette permet de mettre son hypothèse à l'épreuve. Résultat, «la réduction des écarts a été la plus forte dans les pays où le facteur peur avait été le plus puissant». Quel rôle ont joué les fondamentaux? Personne ne nie que certains pays, en particulier la Grèce, ont eu et ont encore une très mauvaise position budgétaire. L'article procède à trois observations importantes.

Tout d'abord, le ratio dette/PIB a augmenté dans tous les pays, même après l'annonce faite par la Banque centrale. Deuxièmement, le changement de ce ratio s'est avéré un médiocre indicateur prédictif des diminutions des écarts de taux (spreads). Enfin, ces écarts ont déterminé la sévérité de l'austérité subie par les différents pays. Paul Krugman, du New York Times, y ajoute un élément: l'austérité a coûté cher aux économies concernées. D'après le Fonds monétaire international, plus le resserrement effectué entre 2009 et 2012 a été sévère, plus importante a été la baisse de la production. (Martin Wolf, Le monde éco 5 mars 2013).

Question : Dans une dissertation, structurée et basée sur l'analyse de l'article ci-dessus et sur vos connaissances, expliquez le rôle d'une politique budgétaire pour la relance de l'économie, développez les contraintes que les États rencontrent dans la mise en place de cette politique ?

Question 2 : (10 points)

Décrire l'équilibre sur le marché de la monnaie (LM) ?

